

Rencontre des Syndicats français et algériens

VENDREDI dernier, 17 Février, les représentants des Centrales syndicales : C.G.T., C.F.T.C., et F.O. — et de l'U.N.E.F. ont pris séparément contact à Genève avec les dirigeants de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) et ceux de l'Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie (U.G.E.M.A.).

Une nouvelle fois il s'agit d'une initiative prise par l'U.N.E.F. qui, après des mois d'efforts pour lever les différents obstacles, a abouti à un important pas en avant dans la lutte des organisations ouvrières et syndicales françaises pour la négociation.

Ainsi, en effet, sont proclamés des liens de solidarité entre la classe ouvrière algérienne et la classe ouvrière françaises — solidarité que notre parti, depuis sa fondation, s'est efforcé de faire passer dans les faits. On doit donc d'abord se féliciter de la portée positive de cette réunion, même si l'on regrette que les Centrales syndicales françaises n'aient pu à cette occasion, manifester leur unité par une démarche commune. Les rencontres ont été, en effet, effectuées séparément, bien qu'elles aient été, en fait, concertées puisqu'elles se sont déroulées le même jour et au même endroit.

La C.G.T. et l'U.N.E.F. ont publié des textes identiques de déclaration com-

mune avec l'U.G.T.A. et l'U.G.E.M.A. — la C.F.T.C. et F.O. des textes légèrement différents. Là encore, on retiendra plutôt le fait positif de la participation et de la signature des dirigeants de Force-Ouvrière et le progrès qu'il constitue que le fait négatif des communiqués séparés. On retiendra aussi l'affirmation renouvelée de la nécessité de négociations directes entre le gouvernement français et le G.P.R.A.

Quant à la F.E.N. — bien qu'absente de Genève — elle a tenu à publier un communiqué où elle confirme la nécessité « d'une négociation directe entre les représentants de la France et ceux du F.L.N. ». Là encore, il faut se réjouir d'une prise de position qui facilite le développement de l'action commune pour la négociation.

Car après les difficultés rencontrées dans ce domaine depuis plusieurs mois, et notamment depuis Novembre, après la démarche séparée de la F.E.N. de la C.F.T.C. et de F.O. dans leur communiqué du 19 Janvier, les rencontres de Genève du 17 Février manifestent un rapprochement heureux des points de vue et font apparaître de meilleures possibilités d'actions communes.

Ces rencontres, constituent, enfin, une reconnaissance de l'U.G.T.A. comme organisation représentative des travailleurs algériens. On ne doit pas oublier que l'U.G.T.A. est interdite par le gouvernement français, ses militants traqués et emprisonnés, souvent torturés, en France comme en Algérie.

Les communiqués de Genève aideront à développer la lutte pour que cesse cette situation, pour que l'U.G.T.A. voie son existence légalement reconnue et, plus généralement, pour une plus grande solidarité entre les travailleurs français et les travailleurs algériens